



MINUSCA

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
LE 10 MARS 2021**

Textes

- Charles Bambara, Directeur de la Communication de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force - Capitaine Agba Mazalo, porte-parole de la Police

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION MINUSCA

Celebration de la Journée internationale de la Femme

Message du Secrétaire général

La pandémie de COVID-19 a anéanti des dizaines d'années de progrès en matière d'égalité des sexes.

Pertes d'emploi massives, fardeau toujours plus lourd des soins non rémunérés, scolarité perturbée, explosion de la violence domestique et de l'exploitation : les femmes voient leur existence bouleversée et leurs droits s'éroder.

Les mères, tout particulièrement les mères célibataires, connaissent une inquiétude et une adversité terribles.

Et les conséquences de cette crise se feront sentir bien longtemps après la fin de la pandémie.

Mais les femmes sont aussi en première ligne de la riposte à cette pandémie. Travailleuses essentielles, elles sauvent des vies et portent à bout de bras les économies, les collectivités et les familles.

Au pouvoir, elles comptent parmi les responsables qui ont su maintenir les taux de prévalence les plus bas, et dont les pays sont en voie de se relever. Cette année, la Journée internationale des femmes met en avant le pouvoir de transformation que recèle la participation des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes.

Nous le voyons ici-même, à l'ONU, où je suis fier que nous ayons atteint, pour la toute première fois, la parité des sexes aux postes de direction.

Les faits sont là.

Quand les femmes gouvernent, l'État investit davantage dans la protection sociale et la pauvreté régresse plus vite.

Quand les femmes siègent au parlement, les pays sont plus fermes dans leurs politiques de lutte contre les changements climatiques.

Quand les femmes participent aux négociations de paix, les accords sont plus durables.

Et depuis que les femmes sont aussi nombreuses que les hommes aux plus hautes fonctions de l'Organisation, notre action en faveur de la paix, du développement durable et des droits humains est encore plus concertée.

Dans un monde dominé par les hommes, empreint d'une culture essentiellement masculine, l'égalité des sexes est en réalité une question de pouvoir.

Les hommes sont une partie indispensable de la solution.

Je demande aux pays, aux entreprises et aux institutions d'adopter des mesures et des quotas qui favorisent la participation des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes et fassent rapidement changer les choses.

Dans le cadre du relèvement après la pandémie, les mesures de soutien et les plans de relance doivent cibler spécifiquement les femmes et les filles. Il faudra notamment investir dans des entreprises appartenant à des femmes et l'économie des services à la personne.

Le relèvement nous offre l'occasion de rompre avec des siècles d'exclusion et d'inégalités.

Qu'elles soient à la tête d'un pays, d'une entreprise ou d'un mouvement populaire, les femmes agissent concrètement pour le bien commun et font progresser la réalisation des objectifs de développement durable

Il est temps de construire un avenir d'égalité. C'est l'affaire de chacune et chacun et l'intérêt de toute l'humanité.

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Femme, la République centrafricaine, à l'instar des autres pays du monde, a organisé des activités de célébration. C'est ainsi que la Section des Affaires civiles de la MINUSCA a participé à la célébration de la Journée internationale de la femme dans plusieurs bureaux de terrain dont Bria, Kaga Bandoro, Obo et Bambari. Différentes activités ont été organisées telles qu'une marche pour la paix avec la participation de 600 personnes, dont 500 femmes à Sibut, des

sketches sur la paix et la coexistence pacifique, la cause de l'abandon scolaire des filles et la situation sociale des femmes à Obo, et une table ronde sur le thème "Investir dans la paix et l'égalité des sexes pour l'autonomisation des femmes dans le cadre de COVID-19" à Mbrès. En outre, à Sibut et à Obo, un mémorandum appelant à la participation des femmes à diverses activités a été remis aux autorités locales.

BIMBO

La Journée internationale de la Femme a été célébrée en solidarité avec les femmes détenues à la maison d'arrêt et de correction des femmes de Bimbo, ce lundi 8 mars 2021. Les détenues de la maison d'arrêt et de correction des femmes de Bimbo ont présenté au public leurs travaux réalisés dans le cadre de la préparation de leur réinsertion après le séjour carcéral.

Vêtements, huiles essentielles, savons et autres produits du quotidien sont entre autres produits faits-mains fièrement présentés par les détenues via une exposition-vente organisée dans l'enceinte de la maison de correction. Comme l'a fait valoir l'expert pénitentiaire, par ailleurs officier de correction à la MINUSCA, Luc Sogo Zina, *« la particularité cette année est de montrer ce que les femmes détenues, dans le cadre de leur future réinsertion sociale, arrivent à réaliser. Cela permet de toucher du doigt leurs réalités et voir leurs prouesses. Ce qui est important pour nous, c'est que lorsque ces femmes seront libérées, il faut qu'elles puissent, à l'extérieur, faire quelque chose pour éviter de retomber dans les mêmes situations qui les avaient conduites en prison »*.

Pour le régisseur de la maison d'arrêt et de correction des femmes de Bimbo, Benjamin Dongombe, *« ce qui importe, en ce jour, c'est de montrer aux femmes détenues qu'elles sont dignes de respect et que leurs droits sont garantis par les instruments juridiques internationaux et le droit positif centrafricain. Ensuite, leur démontrer que la détention n'est pas une fin en soi. La prison n'est pas la fin du monde, mais bien au contraire, ce n'est qu'un lieu de punition pour la faute commise en société, un lieu de réflexion individuelle et personnelle, et enfin un lieu de protection et de préparation à la réinsertion sociale »*.

BIRAO

La MINUSCA, en collaboration avec les autorités locales et les associations féminines de Birao, a célébré la Journée internationale de la Femme sur le thème: « Investir dans la paix et l'égalité des genres pour autonomiser les femmes dans le Contexte de la COVID-19. Les membres des organisations féminines, les jeunes et les fonctionnaires ont assisté à la cérémonie. Dans son discours, le Préfet, M. Mbélé Leonard, a souligné l'importance du droit à l'éducation et à la santé des femmes dont les femmes de la VAKAGA étaient privées depuis longtemps. Il a demandé aux participants de jouer un rôle positif dans la prévention des mariages précoces. De même, le Préfet a évoqué la nécessité de mettre fin aux pratiques d'abus traditionnels telles que les mutilations génitales féminines.

Le chef de Bureau de la MINUSCA, quant à lui, a mis l'accent sur l'éducation des filles, appelant les parents à permettre aux filles de poursuivre leurs études afin qu'elles soient suffisamment autonomes et contribuent à l'amélioration de leur communauté.

NDELE

Les femmes de Bamingui-Bangoran comme celles du monde entier, ont, elles aussi, célébré dans la joie et la cohésion sociale, la journée internationale de la femme sous le thème : « **Investir dans la consolidation de la paix et l'égalité de sexes pour favoriser l'autonomisation de la femme dans le contexte de la Covid-19 en RCA** ». Ce thème lié à la pandémie de la Covid-19 met en relief les incroyables efforts déployés par les femmes et les filles du monde entier pour façonner un futur et une relance plus égalitaires suite à la pandémie de la COVID-19. C'est dans ce sens que les femmes de Bamingui-Bangoran se sont mobilisées en faisant une marche qui a duré plus de deux heures de temps, avec comme point de départ la Mairie de Ndele, et en sillonnant les quartiers du premier et deuxième arrondissement de la ville de Ndele, pour consolider la paix et l'égalité de sexes afin de favoriser l'autonomisation des femmes de Bamingui-Bangoran en cette période de la Covid-19. Trois allocutions ont été prononcées pour la circonstance où un accent particulier a été mis sur la scolarisation massive des filles, le rejet des mariages précoces ou forcés, ainsi que la problématique de l'excision.

Activités du SRSG

- Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a reçu en audience le samedi, 6 mars 2021, le nouveau chef du Bureau pour la coordination des Affaires humanitaires(OCHA) en RCA, M. Vedaste Kalima. Les deux responsables ont échangé sur la crise humanitaire dans le pays, le travail de la MINUSCA et la nécessité de mobiliser les ressources pour y faire face.

Le même jour, Mankeur Ndiaye a aussi reçu les experts électoraux de l'Union Européenne pour échanger sur l'évaluation du processus électoral en RCA et la contribution de la MINUSCA dans la sécurisation des élections en application de son mandat électoral défini par le Conseil de Sécurité.

- Par ailleurs, Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a présidé le samedi 6 mars les cérémonies d'au revoir du Général de Division Pascal Champion, qui après deux ans à la tête de la composante Police de la MINUSCA, arrive à la fin de sa mission en République centrafricaine. « Je n'oublierai jamais toute la détermination, l'engagement personnel constant et l'excellence de commandement dont il a fait montre au quotidien au bénéfice de UNPOL et de la RCA », a dit Mankeur Ndiaye. « J'éprouve un sentiment très fort, au-delà de la gratitude. C'est une profonde admiration et un profond respect pour toutes ces personnes avec qui j'ai travaillé », a répondu, pour sa part, le chef sortant de la composante Police de la MINUSCA, saluant une mission remplie de "héros".

AFFAIRES CIVILES

1. Dialogue Communautaire et Réconciliation

- 1.1** Le 3 mars 2021, pour la première fois depuis plus de deux ans, CAS Bambari a signalé que le préfet de l'Ouaka avait organisé une réunion avec la communauté musulmane de Bambari. Plus de 600 personnes étaient présentes dont les imams des quatre grandes mosquées de Bambari, l'association des femmes musulmans, l'association des jeunes

et de la population locale ainsi que les commandants de la police, de la gendarmerie et des FACA. La réunion s'est tenue après plusieurs plaintes de la communauté musulmane contre les actions des FSI après l'expulsion de l'UPC de la ville. Les différents commandants des forces ont pu présenter leurs missions dans le processus de sécurisation de Bambari et ils ont également recueilli les attentes de la population.

1.2 Le 2 mars, le Préfet de la Haute Kotto appuyé par CAS, PAD et le CLPR a rencontré pour la deuxième fois les leaders communautaires Goula, Rounga, Kara, Sara, Youlou, Banda, Haoussa et Arabe afin de tenter de trouver une solution à la crise née des affrontements du 25 au 26 janvier 2020. Cette rencontre intervient au moment où le comité de médiation poursuit également ses efforts visant à rapprocher les deux parties afin de trouver une solution au différend qui les oppose. Quant à la médiation initiée par l'UPC, elle a été remise en cause par les deux parties qui, à travers le CTS, ont demandé au Préfet d'informer l'UPC que cette médiation était inopportune.

2. PROTECTION DES CIVILS

2.1 Le 4 mars 2021, à la suite des événements du 2 mars entre le FSI et les éléments d'autodéfense de Sadam, BCC-CAS a rencontré le chef du district de Ramandji et a également échangé avec le coordinateur du comité directeur du pacte de non-agression entre Boeing et PK5, le 5 mars. La situation sécuritaire dans le quartier est relativement calme, certains habitants qui avaient quitté leurs maisons sont revenus mais des tensions persistent dans la zone. Afin de minimiser le risque de violence entre les éléments des FACA et les éléments de Sadam, le coordinateur du comité directeur du pacte de non-agression et le représentant du maire ont tenu une réunion, le 5 mars, avec le chef du bataillon B6 à Boeing pour apaiser la tension. Les barrières érigées par les FACA à la suite des affrontements du 2 mars à l'école de Kangaba, empêchant la communauté musulmane d'accéder au cimetière et obligeant les victimes musulmanes des affrontements (balles perdues) du 2 mars à être

enterrées au niveau de l'église de Boulata, ont été démantelées selon le coordinateur.

2.2 Dans le cadre des activités programmatiques, CAS Birao a organisé plusieurs ateliers d'élaboration du plan de protection communautaire du groupement des villages Bachama (20km Nord-ouest de Birao) ainsi que pour le groupement des villages Terfel 1, 2 et 3 (20km Sud-Est de Birao). Ce sont au total 48 personnes dont 14 femmes qui ont participé à ces ateliers. Ces derniers ont été organisés pour répondre aux préoccupations sécuritaires de la population locale qui est victime de braquage à mains armées, de destruction des champs, et autres conflits ethniques et conflits liés à la transhumance. Les participants ont demandé la mise en place de patrouille régulière de la Force de la MINUSCA et des FACA afin de rassurer la population.

DDR / A Bria

Réunion entre l'équipe intégrée DDR et les bénéficiaires du CVR-couture en vue de les installer à l'espace Nouvel Elan dans le camp des déplacés internes de PK3, en bordure de route, pour plus de visibilité et d'attrait pour leur travail. La rencontre a aussi été l'occasion de sensibiliser les 18 bénéficiaires (7 femmes) sur la culture de la paix, le vivre ensemble, et le respect des gestes barrières dans la lutte contre le COVID-19.

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Au cours de la période du 02 au 08 mars, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a documenté 12 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 14 victimes (dix hommes, deux femmes, une fille et un groupe de victimes collectives). La DDH a observé une diminution de 52% du nombre d'incidents et de 65.85% du nombre de victimes comparativement à la semaine précédente (25 incidents et 41 victimes). De nombreuses allégations sont l'objet d'investigation toujours en cours et ne peuvent ainsi être comptabilisées.

Les abus/violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés au cours de cette semaine concernent des cas de meurtres (quatre incidents et cinq victimes), de menaces de mort (un incident et une victime), d'atteintes à l'intégrité physique (deux cas et deux victimes), de viol (un incident affectant une victime), de tentative de viol (un incident affectant une victime), de privations arbitraires de liberté (deux cas et trois victimes), de destructions illégales / pillage (un incident et un groupe de victime collective). Les préfectures les plus touchées sont l'Ouham Pendé, la Haute Kotto et la Nana Grébizi.

Les auteurs présumés des abus/violations documentés cette semaine sont les éléments anti-Balaka, coalition FPRC/MPC, la CPC, le FPRC, les 3R, l'UPC et la coalition CPC/anti-Balaka.

Plusieurs allégations de viols sont également imputables aux présumés Peulhs armés dans la préfecture de la Nana Grébizi, notamment le viol de deux femmes de 20 et 23 ans.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE

La situation sécuritaire cette semaine a été relativement calme, mais avec une recrudescence d'actes de vols et d'extorsions commis par des membres des groupes armés coalisés durant leur repli face à l'offensive lancée par les FACA. Le déploiement des FACA dans les différentes localités se poursuit, notamment dans l'ouest du pays. Les casques bleus restent résolument engagés dans des opérations de sécurisation des populations civiles dans plusieurs localités où elles sont confrontées aux menaces que représentent les bandes armées en déroute. La Force de la MINUSCA, en liaison avec les FACA et les FSI, réarticule son dispositif en ce moment même pour appuyer l'acheminement des matériels électoraux et permettre la mise en place des conditions sécuritaires propices à la tenue des prochaines élections. Le plan intégré de sécurisation des élections est en œuvre et a, à ce jour, permis la

livraison du matériel électoral dans toutes les préfectures. La livraison vers les démembrements et la formation des personnels en charge du vote est actuellement en cours par l'ANE appuyée par la DAE et le PNUD pour les aspects financiers. Des renforts conséquents ont été déployés pour renforcer le dispositif sécuritaire en appui aux primo intervenants que sont les FSI et les FACA. Ce lundi, les casques bleus ont célébré la journée internationale des droits des femmes sur l'étendue du territoire. Nos sœurs en arme ont ainsi organisé des activités pour sensibiliser sur la nécessité de poursuivre les efforts entrepris pour atteindre les objectifs d'équité et de parité des genres, en mettant un accent particulier sur les exploits réalisés par certaines femmes, en les magnifiant afin qu'ils puissent servir d'exemples et inspirer d'autres à œuvrer pour l'atteinte de ces objectifs. Elles sont l'illustration, par leur parcours et leur diversité culturelle, de la volonté et du courage dont il a fallu faire preuve pour faire bouger les lignes, afin que les voix des femmes comptent. Elles ont partagé ces expériences avec des femmes centrafricaines.

A l'Est, la situation est calme mais volatile. Les éléments des groupes armés coalisés ont comme lors de la semaine précédente été à l'origine des incidents sécuritaires notés dans la zone, consistant pour la plupart en des braquages et des violences visant à terroriser les populations. Ces forfaits sont commis le plus souvent sur les axes secondaires, le long des corridors de transhumance dans des zones reculées rendant leur prévision et leur prévention plus difficiles. Toutefois, les opérations de sécurisation robustes menées sur les axes, dans les villes et leur alentours ont permis de noter une légère diminution des occurrences. C'est dans ce contexte que le contingent

zambien a mené des patrouilles robustes dans BIRAO, ses environs et sur les axes attenants. Des opérations similaires ont été conduites dans Bria et ses environs et sur l'axe allant de Bangassou à Obo. Ces opérations rentrent également dans le cadre de la sécurisation du processus électoral en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines. Au total, 684 patrouilles de sécurité ont été effectuées dans le secteur.

Au Centre du pays, la situation sécuritaire est restée calme mais volatile. Des échanges de tirs sporadiques entre les FACA et les éléments des groupes armés coalisés ont été notés. La tendance d'usage des corridors de transhumance, des braquages et forfaits sur les populations par les éléments armés lors de leur repli semble également se confirmer dans le centre du pays. Des actions robustes de sécurisation sont ainsi conduites pour dissuader et empêcher de tels agissements contre les populations civiles. Ainsi au cours de la semaine passée, les casques bleus burundais ont sillonné les localités du triangle SIBUT-GRIMARI-DEKOA pour évaluer la situation sécuritaire, dissuader les agissements illégaux et rassurer les populations par une présence forte et permanente sur le terrain. D'ailleurs une réunion de coordination avec les FDS, le représentant de l'ANE s'est tenue à SIBUT pour la préparation de la couverture sécuritaire des élections dans la zone. Plus au nord, en marge des opérations de sécurisation conduites, un lot important de munitions récupérées dans le cadre du programme DDR a été détruit par la compagnie du génie militaire pakistanais. Au total, 1125 patrouilles ont été conduites au cours de la semaine écoulée dans le secteur centre.

A l'Ouest, la situation est calme mais précaire du fait des mouvements des éléments des groupes armés coalisés autour de BOZOUM, MARKOUNDA, BERBERATI entre autres et à leurs actions d'intimidations et d'extorsions sur les populations civiles. Cette semaine, des renforts conséquents ont été envoyés vers ces localités aussi bien par les FACA que la MINUSCA afin de mettre un terme aux activités des éléments armés et permettre la mise en place de conditions sécuritaires propices à la tenue des élections. Le dispositif sécuritaire de la Force a ainsi été renforcé à Bocaranga, Bossangoa, et Bossembele pour permettre un meilleur contrôle de la zone et un appui sécuritaire plus flexible et robuste aux forces nationales dans le cadre de la sécurisation de ces élections. Des points de contrôle sont toujours en place sur le long du corridor et permettent une meilleure sécurisation de l'axe, mais la priorité pour cette semaine et celle à venir reste les opérations de soutien au processus électoral à savoir l'acheminement des matériels et la sécurisation des votes dans les différentes circonscriptions. Au total, 282 patrouilles de sécurisation ont été conduites dans les villes de l'ouest et leurs environs.

A Bangui, on constate un retour à la normale et une reprise progressive des différentes activités. Les unités de l'état-major intégré de Bangui en sus de leurs missions permanentes de sécurisation en appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaines, apportent un soutien non négligeable aux opérations de soutien aux élections en liaison avec l'ANE. Des réunions quotidiennes de coordination des différentes actions pour la sécurisation des élections sont tenues et incluent toutes les parties prenantes de la MINUSCA et des entités nationales, pour permettre un suivi de la mise en œuvre des

activités prévues dans le cadre du plan intégré de sécurisation. A ce jour, il est à saluer des améliorations conséquentes dans les mécanismes de répartition des tâches, de complémentarité et de coordination sur le terrain en comparaison au premier tour de décembre, fruits d'une constante amélioration de la mise en œuvre du plan à la suite de l'évaluation faite à l'issue du premier tour.

CIMIC

Dans le cadre des activités civilo-militaires, à **Bangui**, les casques bleus de l'Etat-Major intégré (**JTFB**) ont distribué **141.400** litres d'eau potable la semaine dernière au profit de près de **8720** bénéficiaires, soit une hausse de plus de 30% par rapport à la semaine précédente.

A l'Ouest, le contingent bangladais a poursuivi la campagne d'assistance médicale au profit de 311 patients de Bocaranga, Bouar et de Bhukhaiya. Toujours sous ce volet médical, 480 patients de la ville de Bossangoa ont été traités et ont reçu des médicaments du contingent camerounais du 1^{er} au 5 mars. De l'eau potable et de la nourriture ont été distribués à Bocaranga et dans les villages de Bolfre, Sagani et Baboua. Dans le voisinage de Bossembele, des habits ainsi que de la nourriture ont été remis aux enfants de Bogali. Une activité similaire a été également conduite par les casques bleus tanzaniens au profit des populations de Berberati voisines de leur cantonnement. Ce soutien qui a été fort apprécié, contribue également à promouvoir la solidarité et l'amélioration des relations de bon voisinage.

Au Centre, les casques bleus burundais ont procédé à des activités de sensibilisation sur les prochaines échéances électorales dans les villages de GARAFONGO, DJAINDOLA, BOUCA et KPANGOU situés dans le triangle SIBUT-DEKOA-GRIMARI, avec un accent sur le contexte actuel de la pandémie du COVID 19. Les séances de formation professionnelles menées par les casques bleus pakistanais se poursuivent avec la septième session

qui a vu 110 bénéficiaires recevoir chacun une machine à coudre et du matériel pour qu'ils puissent entreprendre une activité génératrice de revenus pour eux-mêmes et leurs communautés.

A l'Est, l'effort était sur l'éducation avec un lot important de fournitures et matériels scolaires fournis par l'unité d'aviation Sri Lankaise au Lycée Djallet de Bria lors de la célébration de leur fête patronale. Plus au sud, l'équipe de personnels féminins du contingent marocains a organisé une séance de sensibilisation sur les violences basées sur le genre et a procédé à des consultations dentaires gratuites au profit de femmes de Bangassou et auxquelles des produits de soins dentaires ont été remis.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE

La semaine écoulée a été essentiellement marquée par les préparatifs du second tour des législatives et partielles, les activités de sécurisation des populations et celles relatives à la fin de mission du chef de la composante Police de la MINUSCA.

En effet, en fin de mission en République Centrafricaine, le Général de Division Pascal Champion s'est rendu le 05 mars, à la mairie du 3^e arrondissement pour une rencontre avec le Maire et ses conseillers. Pour le chef de la Police de la MINUSCA, cette rencontre d'au revoir s'inscrit dans le cadre de la police de proximité et des relations de collaboration qui ont existé entre les élus locaux du 3^e arrondissement et lui, ayant permis il y a deux ans la mise sur pied de l'équipe UNPOL au PK5, un quartier très sensible de Bangui.

Avant de quitter la RCA, une cérémonie d'au revoir a eu lieu en son honneur au quartier général présidé par le Représentant Spécial du Secrétaire General des Nations Unies en RCA, Mankeur NDIAYE.

Lors de son interview bilan sur ses actions au sein de la MINUSCA le Général Pascal Champion a déclaré :

« Au terme de deux ans de présence ici, j'ai une profonde admiration et un profond respect pour toutes les nombreuses personnes que j'ai rencontrées. Des personnes qui font preuve de courage, de beaucoup d'intelligence et de cœur, et ça doit servir je pense, à nourrir l'espoir malgré les difficultés énormes, sécuritaires et autres que rencontrent les populations en Centrafrique. Je pars et je continuerai à soutenir la Centrafrique, à m'efforcer d'aider le pays et sa population par d'autres moyens. UNPOL peut beaucoup, la MINUSCA, l'ONU et les partenaires internationaux, mais très franchement à PK5 ou ailleurs, rien de valable ne peut se faire sans les autorités et la population centrafricaine. La MINUSCA n'a pas toutes les clés, certaines clés viennent des centrafricains et il faut vraiment utiliser ces clés et les combiner avec nos ressources et nos capacités ».

Le Général Pascal Champion quitte la RCA ce mercredi 10 mars pour rejoindre dans les prochains jours, son nouveau poste à l'Inspection générale de la Gendarmerie nationale, à Paris.

Dans le cadre des prochaines élections législatives, UNPOL poursuit les séances de sensibilisation à l'endroit des populations ainsi que les séances de renforcement de capacités des FSI sur l'ensemble du territoire.

C'est dans ce cadre que le 04 mars, UNPOL en partenariat avec la section des Affaires civiles de la MINUSCA a démarré un atelier de sensibilisation sur la police de proximité et la gestion des rumeurs en période électorale, au profit des leaders communautaires de la commune de Bimbo et du 6eme Arrondissement. Cet atelier avait pour but de sensibiliser les responsables sur la gestion des rumeurs en période de crise et coordonner la chaîne de justice dans la répression des infractions électorales.

RENFORCEMENT DE CAPACITES DES FSI

Du 1^{er} au 5 mars a eu lieu au camp Izamo et à l'Ecole nationale de police à Bangui, deux formations organisées par la coordination de la formation UNPOL au profit des Forces de Sécurité Intérieure.

La 1^{ere} formation en Gestes et Techniques Professionnelles d'intervention d'une part et en Documentation, statistiques et analyse criminelle d'autre part a regroupé 51 personnels FSI dont 20 femmes.

La 2nd formation en lutte Contre la Drogue et le Trafic des Stupéfiants au profit de 40 FSI s'est déroulée à l'Ecole Nationale de Police avec pour objectif

d'outiller les participants en connaissances et compétences nécessaires pour lutter contre la consommation abusive de la drogue et le trafic des stupéfiants.

APPUI OPERATIONNEL DES FSI :

Les UNPOLs en colocation dans les commissariats de Police et les brigades de Gendarmerie ont animé au cours de la semaine des séances de renforcement de capacités au profit des FSI à Bangui comme en province. Les thèmes développés s'articulaient autour de la gestion des troubles avant, pendant et après les élections, la sécurisation des populations avec prise en charge des personnes vulnérables, la sécurisation des kits électoraux, des centres et bureaux de vote.

Dans le cadre de la protection des civils, les équipes conjointes FSI, UNPOL et Etat-major intégré (JTFB), intensifient les patrouilles conjointes sur les différents artères et carrefours stratégiques de la ville. Les unités de Police constituées sécurisent les camps des personnes déplacées dans les régions.

A Bouar, dans la Nana-Mambéré, les officiers de Police et l'unité de police constituée du Cameroun ont sécurisé, du 3 au 5 mars, à la Cathédrale, un séminaire de sensibilisation des jeunes et des communautés sur la paix et la sécurité organisé par la Section Affaires Civiles et DDR de la Minusca au profit de soixante (60) participants.

A Berberati, Préfecture de Mambéré-Kadei : le 04 mars, UNPOL a sécurisé la réception par l'Autorité Sous Préfectorale Electorale, du matériel électoral non sensible arrivé à bord d'un vol UN dans le cadre de la préparation des élections du 14 mars.

Pour finir, UNPOL, partout où elle présente, sensibilise les FSI et la population civile, pour le respect des mesures édictées par le gouvernement centrafricain et l'OMS dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. C'est le cas à **Kaga-Bandoro**, où UNPOL a procédé le 05 mars à une remise de Kit de lavage des mains aux FSI au commissariat de police, à la suite de la reprise de leurs activités le 22 février.

